

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1214/Add.7
31 mai 1976

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-troisième session

RAPPORTS PERIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Rapports sur la liberté de l'information, pour la période allant
du 1er juillet 1970 au 30 juin 1975, communiqués par les
gouvernements au titre de la résolution 1074 C (XXXIX)
du Conseil économique et social

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Irlande	2
Luxembourg	5
Norvège	6
Oman	10

IRLANDE

[Original : Anglais]

[6 mai 1976]

1. Description succincte des politiques globales et des faits importants survenus pendant la période comprise entre le 1er juillet 1970 et le 30 juin 1975

Le fonctionnement de Radio Telefis Eireann, le service national de radio-télévision est régi par les dispositions du Broadcasting Authority Act de 1960. Un projet de loi intitulé "Broadcasting Authority (Amendment) Bill, 1975" a été déposé devant le Sénat irlandais en février 1975. Il visait i) à préciser et élargir les attributions imparties à la RTE en tant que service de radiodiffusion national pour tenir compte des faits nouveaux intervenus, de l'expérience acquise et de l'évolution des mentalités depuis 1960 et ii) à donner plus d'autonomie et de liberté au service de radiodiffusion dans le cadre de restrictions et d'obligations statutaires bien définies, tout en améliorant le contrôle dans certains secteurs. Le projet de loi a été voté par le Sénat en juin 1975 et il est actuellement à l'examen devant le Dail.

Des copies de la Loi de 1960 et du projet de loi de 1975 adopté par le Sénat sont jointes au présent document 1/.

La section 4 de la loi de 1972 intitulée Offences against the State (Amendment) Act contient certaines dispositions relatives aux déclarations et manifestations considérées comme entravant le cours de la justice. On trouvera ci-joint copie de la section 4 de cette loi.

2. Influence des instruments des Nations Unies sur la législation

Pas d'observations.

3. Mesures législatives et autres adoptées pendant la période considérée

a) On a encouragé les communautés locales à produire des programmes destinés à être transmis par les systèmes de télévision par câble desservant leur secteur. Dans la région de Dublin, trois associations distinctes diffusent maintenant chaque semaine leurs propres programmes télévisés par les systèmes locaux de télévision par câble. Beaucoup d'autres ont produit des programmes de ce genre à titre expérimental à l'occasion d'événements locaux présentant un intérêt particulier. Le nouveau projet de loi sur la radiodiffusion mentionné ci-dessus au paragraphe 1 contient des dispositions d'habilitation autorisant à réglementer l'origine des programmes locaux.

b) Voir par. 1 ci-dessus en ce qui concerne le nouveau projet de loi sur la radiodiffusion.

c) i) Des membres du public et du personnel de la RTE ont été désignés le 1er juin 1973 pour siéger à la Radio Telefis Eireann Authority.

1/ Cette documentation peut être consultée à la Division des droits de l'homme.

ii) Un membre du personnel de Radio na Gaeltachta a été élu par le personnel de ce service à Comhairle Radio na Gaeltachta, le service de radiodiffusion en langue irlandaise qui dessert, en particulier, les régions où l'irlandais est la langue parlée à la maison. Comhairle Radio na Gaeltachta est un comité consultatif créé par le Ministre des postes et télégraphes en vertu de la section 21 du Broadcasting Authority Act de 1960 pour contrôler la politique générale et le fonctionnement du service.

iii) Un comité consultatif des réclamations composé de trois membres du public a été constitué il y a plus de deux ans pour examiner les réclamations formulées par les membres du public qui estimeraient, par exemple, que certains programmes de télévision ou de radio ne sont pas conformes aux normes d'objectivité et d'impartialité prescrites. Le nouveau projet de loi prévoit la création d'une commission des réclamations en matière de radiodiffusion, qui serait dotée de fonctions plus larges et remplacerait le Comité consultatif.

d) Formation professionnelle du personnel chargé de l'information : pas d'observations.

e) Normes et éthique professionnelle des journalistes, etc. : pas d'observations.

4. Restrictions apportées à l'exercice de la liberté d'information

a) Lorsqu'elle entrera en vigueur, la section 3 du projet de loi de 1975 imposera à la RTE l'obligation légale de veiller, dans ses programmes et dans les moyens employés pour les réaliser, à ne pas s'immiscer indûment dans la vie privée des individus.

b) La section 3 du projet de loi de 1975 imposera à la RTE l'obligation légale de n'inclure dans ses émissions ou ses publications aucun élément qui puisse être raisonnablement considéré comme de nature à favoriser le crime ou à y inciter, ou comme tendant à saper l'autorité de l'Etat.

La section 17 du projet de loi de 1975, qui remplacera l'actuelle section 31 (1) de la loi de 1960, restreindra le pouvoir légal qu'a le Ministre d'interdire des émissions. Selon la nouvelle loi, le Ministre des postes et télégraphes ne pourra interdire qu'une émission qui, à son avis, serait susceptible de favoriser le crime ou d'y inciter, ou qui tendrait à saper l'autorité de l'Etat. Ce pouvoir devra s'exercer par la voie d'une décision réglementaire qui pourra être annulée par une résolution de l'une ou l'autre chambre du Parlement adoptée dans les 21 jours ouvrables suivant la date à laquelle chacune des deux chambres en aura été saisie.

Alinéas c), d) et e) : pas d'observations.

f) Voir Section 4 du Offences Against the State (Amendment) Act 1972.

5. Action entreprise pour assurer la jouissance de la liberté d'information et l'accès à l'information à une partie croissante de la population

Un nouvel émetteur à grande puissance a été mis en service pour assurer une meilleure réception des programmes radiophoniques nationaux dans tout le pays, et la couverture géographique des services de télévision s'améliore grâce à un programme spécial financé par des prêts de l'Etat, dont l'exécution doit durer de 4 à 5 ans.

6. Difficultés rencontrées pour assurer la liberté de l'information et l'accès à l'information et méthodes et moyens employés pour surmonter ces difficultés

Pas d'observations.

Pièce jointe : Section 4 du Offences Against the State (Amendment) Act 1972

4. 1) a) Toute déclaration publique faite oralement, par écrit ou autrement, et toute réunion, procession ou manifestation publique qui entrave le cours de la justice est illégale.

b) Une déclaration, réunion, procession ou une manifestation est réputée entraver le cours de la justice si elle est destinée ou si elle est de nature à influencer directement ou indirectement un tribunal, une personne ou une autorité quelconques (y compris une partie ou un témoin) concourant à l'introduction de l'instance, à la conduite de la procédure ou à la défense dans une action civile ou pénale, quant à la nécessité ou à la manière d'introduire l'instance, de conduire ou de poursuivre la procédure ou de présenter les conclusions de la dépense ou quant à l'issue de l'action.

2) Toute personne qui fait une déclaration ou qui organise ou tient une réunion, une procession ou une manifestation considérée comme illégale en vertu de la présente section, ou qui y prend part, se rend coupable d'un délit et est passible :

a) si la condamnation est prononcée par un tribunal jugeant en procédure sommaire, d'une amende qui n'excédera pas 200 £ ou, à la discrétion du tribunal, d'une peine d'emprisonnement qui n'excédera pas 12 mois, ou de l'une et l'autre de ces peines;

b) si la condamnation est prononcée à la suite d'une procédure d'inculpation, d'une amende qui n'excédera pas 1 000 £ ou d'une peine d'emprisonnement qui n'excédera pas cinq ans ou de l'une et l'autre de ces peines.

3) La présente section ne modifie en rien les dispositions prévues par la loi relativement aux outrages à magistrat.

LUXEMBOURG

[Original : Français]

[7 mai 1976]

Les libertés et les restrictions en matière d'information sont définies au Luxembourg dans la loi sur la presse et les publications du 20 juillet 1869 telle qu'elle a été complétée par la loi du 1er mai 1914 ainsi que par les arrêtés grand-ducaux du 23 juillet 1945 et du 12 septembre 1945.

Aucun changement législatif majeur n'est à signaler au cours de la période 1970-1975.

Il convient néanmoins de mentionner, à toutes fins utiles, la loi du 11 mars 1976 d'aide directe de l'Etat à la presse écrite 1/.

1/ Le texte de cette loi peut être consulté à la Division des droits de l'homme.

NORVEGE

[Original : Anglais]

[6 mai 1976]

Mesures législatives et autres adoptées au cours de la période considérée

Au cours de la période comprise entre le 1er juillet 1970 et le 30 juin 1975, grâce à une série de nouveaux programmes de soutien, le Gouvernement a joué un rôle plus actif dans le maintien d'une presse quotidienne diversifiée en Norvège.

Les organisations de presse, comme le Gouvernement, ont toujours eu pour principe que les mesures de soutien mentionnées ci-dessous ne doivent pas porter atteinte à la liberté et à l'indépendance dont jouit la presse.

Pendant la période considérée, le Gouvernement a pris les mesures de soutien suivantes en faveur de la presse quotidienne :

1. Subventions en nature et subventions en espèces

Les subventions en nature (papier journal) - remplacées plus tard par des subventions en espèces (tirage) - ont aidé directement les journaux qui n'occupent pas la première place dans leurs localités respectives et dont on craignait qu'ils ne doivent cesser de paraître s'ils ne recevaient pas le soutien du Gouvernement. Les journaux à plus fort tirage n'ont cependant pas reçu d'aide financière, alors que ceux qui tirent à moins de 10 000 exemplaires ont reçu une aide des pouvoirs publics, même s'ils sont les principaux ou les seuls journaux de la localité.

La première ouverture de crédits - pour 1969 - s'est élevée à 5,4 millions de couronnes norvégiennes, et est passée progressivement, au cours des années suivantes, à 7,8 millions de couronnes norvégiennes en 1973. La situation économique de la presse s'étant sérieusement aggravée au cours des deux années suivantes, le crédit ouvert pour 1976 a été fixé à 22,2 millions de couronnes norvégiennes, puis, pour 1975, à 32,55 millions (subventions en espèces).

2. Les journaux peuvent bénéficier de prêts

Le fonds de prêts à la presse a été créé en 1972 avec un capital de base de 10 millions de couronnes norvégiennes, qui permet d'accorder des prêts pouvant atteindre au total 10 fois ce montant, et assorti de garanties de prêts pouvant s'élever à un maximum de 50 millions de couronnes norvégiennes. Dans les années 1972, 1973 et 1974, des prêts totalisant environ 30 millions de couronnes norvégiennes ont été accordés à 44 journaux et des garanties ont été accordées à 10 journaux pour des prêts s'élevant à 8,5 millions de couronnes norvégiennes.

3. Subventions aux télécommunications

Les télécommunications sont d'une importance capitale pour la presse. Comme les services postaux, elles relèvent du Ministère des communications, mais elles ont fait également l'objet de mesures liées à d'autres mesures concernant la presse. A partir de 1969, dans le cadre des mesures ordinaires de soutien à la presse, des fonds ont été alloués aux télécommunications par imputation sur le budget du Ministère des salaires et des prix (actuellement dénommé Ministère de la défense des consommateurs et de l'administration gouvernementale), afin surtout de compenser le coût de l'abonnement des journaux aux agences de presse. Depuis l'année dernière, un système de péréquation des coûts a aussi été institué pour réduire les coûts du service de télex, des services de presse politique et du service de presse de la deuxième langue officielle de la Norvège (Nynorsk pressekontor). Le montant total du crédit ouvert pour les télécommunications est passé de 750 000 couronnes norvégiennes en 1969 à 1,5 million pour 1975.

4. Communiqués du Gouvernement - soutien à la presse et informations importantes

De manière générale, la pratique du Gouvernement qui consiste à publier des communiqués ne doit pas être considérée avant tout comme un soutien aux journaux. Au contraire, elle répond aux besoins du Gouvernement en matière d'information. Néanmoins, il est évident que ces communiqués ont aussi une grande importance économique pour les journaux. En 1968, le crédit ouvert à cette fin s'est élevé à 400 000 couronnes norvégiennes et en 1969 et 1970, à 2,3 millions et à 7,5 millions respectivement. Par la suite, ces crédits sont passés progressivement à 10,2 millions de couronnes norvégiennes en 1973, avec une augmentation encore plus marquée en 1974 (20,4 millions), puis à 32 689 000 en 1975.

5. Autres mesures

Des crédits ont aussi été ouverts pour l'éducation et la recherche, pour les services de presse et à d'autres fins et, bien que les montants soient inférieurs à ceux qui sont mentionnés ici, ce soutien est loin d'être insignifiant.

Il faut aussi mentionner que, lorsque la loi relative à la taxe à la valeur ajoutée (20 %) est entrée en vigueur le 1er janvier 1970, la presse quotidienne et certains périodiques en ont été dispensés. Cette politique a assurément contribué à éviter la disparition de certains journaux.

Restrictions apportées à l'exercice de la liberté d'information

1. Protection de la réputation, des droits et des libertés d'autrui

Loi No 17 du 23 mars 1973 portant modification du code général, pénal et civil, etc.

La loi réglemente la responsabilité du service de presse et de radiodiffusion en définissant les sanctions dont il est passible et les indemnités qu'il est tenu de verser, notamment en cas de diffamation et d'atteinte à la vie privée, si bien que les organes d'information sont maintenant, pour l'essentiel, soumis au même régime de responsabilité.

On peut citer, parmi les innovations, une disposition selon laquelle une personne qui n'a fait que participer au processus technique de présentation ou de diffusion ne peut pas être tenue pour responsable. En partie, selon le principe juridique de base, le personnel de cette catégorie ne doit pas être en mesure d'exercer une censure de facto en refusant de participer à l'impression ou à la diffusion d'un journal sous prétexte qu'il s'exposerait à des sanctions.

Le Code pénal contenait déjà une disposition exposant à des sanctions le rédacteur en chef d'un journal ou d'un périodique si ledit journal ou le périodique publie un article qui aurait engagé la responsabilité du rédacteur en chef en vertu de quelque autre disposition de loi, au cas où il aurait eu connaissance du contenu de l'article. La nouvelle loi fait peser une responsabilité correspondante sur le directeur général de la société de radiodiffusion norvégienne, les directeurs de programmes et les chefs des départements des programmes de la radiodiffusion et de la télévision. Elle contient aussi des dispositions selon lesquelles l'obligation d'indemniser et de réparer, en cas de diffamation dans un texte imprimé, s'applique de la même manière aux émissions de radio ou de télévision. Les dispositions spéciales de la législation relative à la presse sont de même applicables, par exemple, en ce qui concerne le droit des membres de la presse de refuser, dans certaines circonstances, de répondre à des questions concernant l'identité de l'auteur d'un article ou d'un communiqué ou concernant la source d'information utilisée dans la publication. En vertu de la loi, ces dispositions s'appliquent désormais également au directeur général de la société de radiodiffusion norvégienne et à ses collaborateurs dans les services de radiodiffusion et de télévision, en ce qui concerne les informations contenues dans une émission.

La même loi a aussi apporté des amendements à la législation sur le blasphème et la pornographie, si bien que les poursuites intentées en vertu de ces dispositions pénales sont maintenant fonction de ce que l'on considère comme l'intérêt public.

2. Protection de la santé publique

a. Loi No 4 du 9 mars 1973 sur les mesures de restriction relatives à la commercialisation des produits à base de tabac, etc. (Loi sur le tabac)

Cette loi tend à limiter les dommages causés à la santé par l'usage du tabac. Elle interdit la publicité pour le tabac, mais permet au Roi d'accorder des dispenses.

Il est de même obligatoire d'inscrire sur certains produits à base de tabac un symbole et un texte indiquant que fumer des cigarettes présente des risques pour la santé.

La loi contient aussi certaines dispositions concernant le Conseil national du tabac et de la santé, dont les fonctions consistent notamment à déterminer les conséquences pratiques de la loi.

Les infractions aux interdictions ou aux obligations prévues par la loi ou découlant de la loi sont passibles d'amendes.

b. La loi No 63 du 16 juin 1972 interdit, à moins que le ministère n'en dispose autrement, toute publicité dans les journaux et autres moyens d'information pour du matériel pouvant servir à la production de boissons alcoolisées, etc. La loi interdit de même d'encourager par des livres, des publications, des annonces dans la presse ou par tout autre moyen, la production illégale de boissons de ce genre, ou de donner des instructions qui, de par leur forme, semblent destinées à promouvoir la production de ces boissons dans un large secteur du public.

Les infractions à cette disposition sont passibles d'amendes ou de peines d'emprisonnement pouvant atteindre six mois.

c. La loi No 55 du 8 juin 1973 interdit la publicité concernant les alcools, le vin, le vin produit dans le pays, l'hydromel et la bière contenant plus de 2,5 % d'alcool par volume. Elle interdit aussi de faire figurer ces produits dans des réclames portant sur d'autres produits ou services.

Les infractions à cette disposition sont passibles d'amendes ou de peines d'emprisonnement pouvant atteindre six mois.

OMAN

[Original : Anglais]

[6 mai 1976]

I. Description succincte des politiques globales et des faits importants survenus pendant la période comprise entre le 1er juillet 1970 et le 30 juin 1975 en ce qui concerne la liberté de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit

A la suite de l'accession de Sa Majesté le Sultan Qaboos bin Saïd à la tête du Sultanat d'Oman le 23 juillet 1970, des progrès considérables ont été accomplis, sous son impulsion, dans le domaine de l'information. Avant son accession, le Sultanat d'Oman ne possédait pas de moyens d'information modernes et aucune disposition n'avait été prise pour recevoir ou diffuser des idées et des informations à l'intérieur du Sultanat ou au dehors.

Dans les cinq années qui ont suivi l'accession de Sa Majesté au trône, le Gouvernement du Sultanat d'Oman a créé un ministère moderne de l'information et de la culture qui a établi des liens journalistiques avec les principaux pays du monde libre. A Mascate ainsi qu'à Salalah, capitale de la province méridionale du Sultanat, de puissants émetteurs de radio ont été installés pour fournir à la population d'Oman des nouvelles exactes et objectives à propos des événements mondiaux et nationaux, des programmes d'éducation destinés à développer l'esprit et les possibilités des jeunes, et des programmes récréatifs conformes aux principes de la religion islamique. En novembre 1974, un service de télévision en couleur, qui émet pendant quatre heures chaque soir, a été inauguré à Mascate et, en novembre 1975, une station moderne analogue a commencé des retransmissions à Salalah pour les Dhofari. Les objectifs fixés par Sa Majesté le Sultan au service de télévision sont les mêmes que pour la radiodiffusion, à savoir : la diffusion de nouvelles exactes et objectives, et de programmes éducatifs et récréatifs destinés à promouvoir le bien-être intellectuel et physique de la population d'Oman et à la distraire.

Depuis l'accession de Sa Majesté, des journalistes bona fide de toutes les nationalités ont été accueillis au Sultanat et ont pu librement faire des reportages à son sujet sans censure ni autre restriction.

II. Influence des instruments des Nations Unies sur les constitutions et lois adoptées et les décisions judiciaires rendues pendant cette période en ce qui concerne la reconnaissance, la jouissance et la protection de la liberté de l'information

Par leur influence sur la constitution et la législation touchant la reconnaissance, la jouissance et la protection de la liberté de l'information, les instruments des Nations Unies ont été un guide précieux pour le développement des services d'information du Sultanat et pour l'adoption de politiques en matière d'information au cours de la période considérée.

III. Mesures législatives et autres adoptées au cours de cette période, notamment en ce qui concerne :

- a) le développement des moyens d'information;
- b) l'organisation de la presse et des publications, de la radiodiffusion, du cinéma, de la télévision et des autres moyens d'information;
- c) la participation des journalistes et du public à la propriété ou au contrôle de ces moyens;
- d) la formation professionnelle du personnel chargé de l'information;
- e) les normes et l'éthique professionnelle des journalistes et les organes chargés d'appliquer ces normes.

La législation qui codifie la loi relative aux publications et autres moyens d'information a été publiée en 1975 sous le titre de "Loi No 3 sur les publications".

Cette loi fixe la procédure à suivre pour obtenir une autorisation de publier un périodique; les garanties requises de la part des correspondants de presse en séjour dans le pays (pour s'assurer que ce sont des personnes intègres et jouissant d'une bonne réputation professionnelle); les demandes à formuler pour ouvrir des imprimeries dans le Sultanat; les règlements concernant l'importation de publications étrangères (ces règlements contiennent des garanties de caractère religieux et moral); les règlements à observer en ce qui concerne la publication d'informations diffamatoires; et les fonctions du Comité des publications qui assurer l'application de la loi. Ce Comité est chargé tout particulièrement de veiller que les reportages et les déclarations des membres de la presse d'Oman ne portent pas atteinte à l'honneur et à l'intégrité de la presse.

IV. Restrictions apportées à l'exercice de la liberté de l'information, notamment dans les domaines suivants :

- a) protection de la réputation, des droits et des libertés d'autrui, y compris la protection contre les immixtions dans la vie privée;
- b) protection de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques, y compris la suppression de la liberté de l'information dans les situations d'urgence;
- c) apologie et propagande pour la haine nationale, raciale ou religieuse ou la discrimination raciale et religieuse;
- d) propagande en faveur de la guerre;
- e) publicité des débats et procédures judiciaires dans la presse et les autres moyens d'information;
- f) autres considérations.

- a) Aucune restriction n'est imposée à la liberté de l'information. Il existe, bien entendu, des garanties raisonnables prévues par la loi qui protègent la vie privée, les droits et la liberté de tous les résidents du Sultanat à l'égard des journalistes.
 - b) Bien que l'état d'urgence règne dans le Sultanat depuis dix ans en raison des troubles fomentés de l'extérieur dans la partie occidentale du pays, aucune restriction n'a été apportée à la liberté de l'information, sauf en ce qui concerne les questions militaires et autres qui intéressent directement la sécurité du pays. Le Ministère de l'information et de la culture veille que les organes d'information exerçant leur activité dans le Sultanat observent les normes imposées en matière de santé et de morale publiques.
 - c) La politique de Sa Majesté le Sultan consiste à travailler pour la paix mondiale et pour l'égalité entre les nations et les races, et à s'opposer à l'intolérance et à la discrimination raciales et religieuses partout où elles existent.
 - d) Les reportages que les organes d'information d'Oman ont consacrés à la récente guerre ont été, comme le montrent les faits, objectifs et fidèles.
 - e) La presse et les autres organes d'information peuvent assister librement aux procès s'ils le désirent.
 - f) Néant.
- V. Action entreprise pour assurer la jouissance de la liberté d'information à une partie croissante de la population, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de tout autre statut

La principale mesure prise sous cette rubrique concerne la télévision. Des postes de télévision destinés au public ont été installés en certains points de Mascate, la capitale, et à Salalah, capitale provinciale de la région du sud, pour permettre au public le plus large possible de regarder les programmes. Ce service doit être étendu à d'autres régions du Sultanat qui peuvent capter les émissions de télévision de Mascate et de Salalah.

La guerre étant terminée dans la région du sud, il est maintenant possible de prendre des dispositions pour diffuser les nouvelles au moyen de bulletins d'information et pour accroître le tirage des journaux dans cette région. Avec la stabilisation de la situation, les journaux privés indépendants publiés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Sultanat élargissent maintenant leur diffusion sur tout le territoire d'Oman.

VI. Difficultés rencontrées pour assurer la jouissance de la liberté de l'information et méthodes et moyens employés pour surmonter ces difficultés

Avec la fin de la guerre, les difficultés rencontrées pendant la période des hostilités, sur laquelle porte la présente section, se sont maintenant en grande partie dissipées. Les citoyens d'Oman peuvent maintenant écouter librement, dans tout le pays, les programmes des radios nationale et étrangère et peuvent aussi, de plus en plus facilement, recevoir des journaux étrangers et nationaux. Pendant la guerre, certaines régions du pays ont été privées de ces avantages en raison des restrictions imposées par les terroristes qui opéraient dans ces régions.